

P

PREMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU PREMIER TRIMESTRE 1998

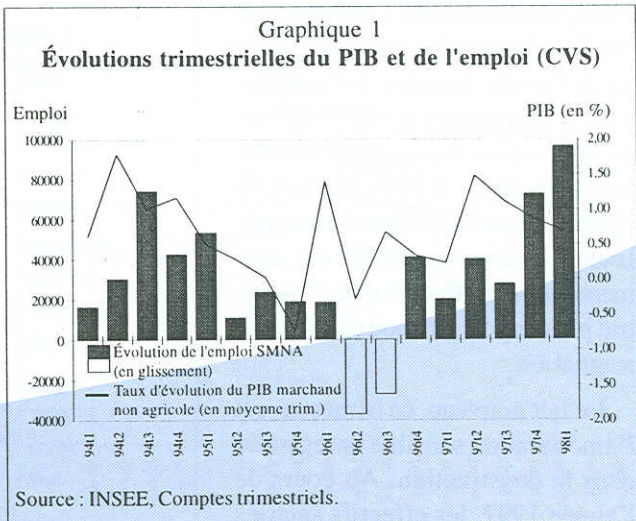
Les évolutions de l'emploi et du chômage observées au cours du premier trimestre de 1998 prolongent celles relatives au trimestre précédent, confirmant ainsi l'amélioration de la situation du marché du travail.

Les créations nettes d'emplois sont plus nombreuses au cours des trois premiers mois de l'année qu'au dernier trimestre de 1997 (+ 95 000, soit + 0,7 %), avec toujours une contribution essentielle des secteurs tertiaires privés.

Grâce à ce mouvement significatif de reprise, le chômage reflue, même si les emplois créés sont essentiellement encore à durée limitée : le nombre de DEFM de catégorie 1 diminue de 38 000 (1,2 %) au premier trimestre, après avoir déjà baissé de 100 000 (3,2 %) au quatrième trimestre 1997; en revanche, le nombre de DEFM de catégories 1+6 commence seulement à se stabiliser en début d'année (- 0,8 %). En six mois, le chômage des jeunes a reculé de 11,7 %, en lien avec le dynamisme des formations en alternance et les créations d'emplois-jeunes. Dans le même temps, le chômage de longue durée s'est stabilisé.

La reprise de l'emploi se confirme (1)

Le rythme actuel de la croissance économique et celui des créations d'emplois témoignent d'une évolution positive qui semble s'inscrire dans la durée. Le taux d'évolution du PIB marchand non agricole atteint + 0,7% au premier trimestre 1998 après avoir été de + 0,9% au trimestre précédent (graphique 1). L'année 1997 s'était soldée par la création de 160 000 emplois environ, dont près de la moitié sur le seul quatrième trimestre. Le secteur privé (2) a créé 95 200 emplois au premier trimestre 1998, soit 22 400 emplois de plus qu'au dernier trimestre 1997 (tableau 1).



(1) - Contrairement au calendrier habituel, les données fournies ici sont des estimations révisées.

(2) - Ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

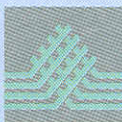


Tableau 1
Évolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NAF	1995	1996				1997				1998	Variation (%) par rapport au :	
	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	trim. précédent	même trim. de l'année précédente
ET : Industrie	4 156,8	4 139,3	4 115,8	4 097,6	4 083,7	4 075,3	4 070,1	4 059,3	4 057,7	4 065,4	+0,2	-0,2
EH : Construction	1 175,1	1 161,1	1 152,3	1 141,1	1 131,2	1 126,6	1 121,2	1 116,2	1 111,4	1 112,6	+0,1	-1,2
EV : Tertiaire	8 008,1	8 055,1	8 048,0	8 048,0	8 111,9	8 144,5	8 195,0	8 239,3	8 318,5	8 404,8	+1,0	+3,2
Ensemble des secteurs	13 340,0	13 355,5	13 316,1	13 286,7	13 326,8	13 346,4	13 386,3	13 414,8	13 487,6	13 582,8	+0,7	+1,8

(1) Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Séries reconstituées en ancienne nomenclature (données cvs)

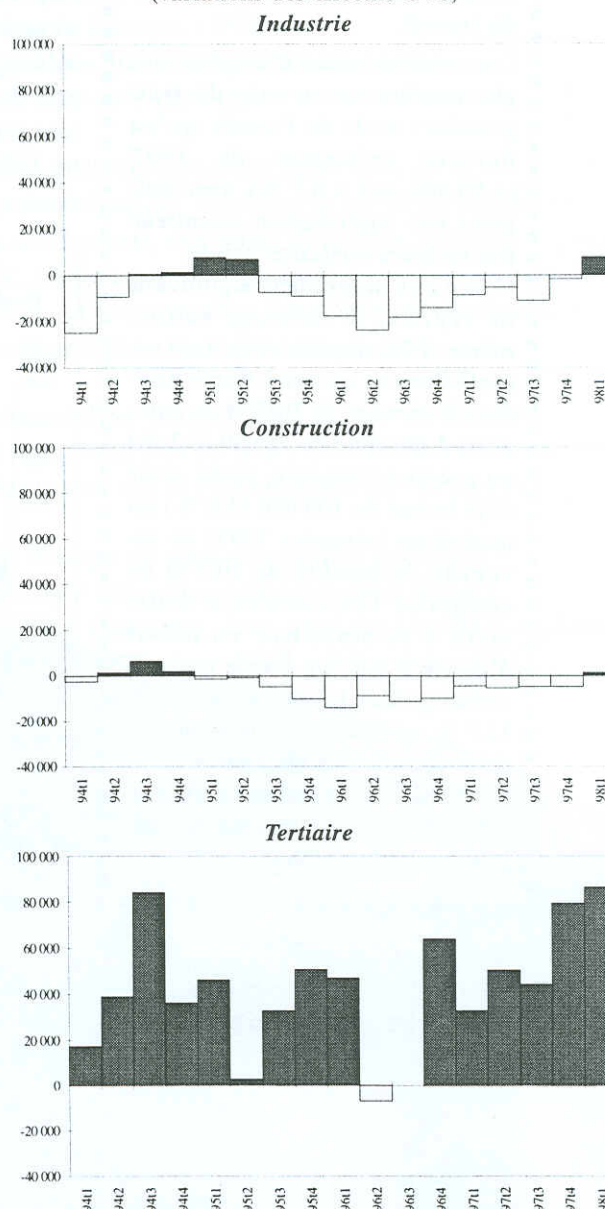
U2 à U13 Ensemble des secteurs marchands non agricoles C101-C102	14 652,3	14 670,8	14 633,6	14 606,7	14 647,7	14 667,9	14 707,9	14 735,6	14 808,3	14 904,7	+0,7	+1,6
---	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	------	------

Sources : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

Chacun des grands secteurs contribue à ce mouvement favorable. Avec une hausse de +1,0% de son volume d'emplois, le tertiaire est une fois de plus le moteur de la croissance. Ce trimestre, 86 300 emplois supplémentaires y sont enregistrés contre 79 200 au dernier trimestre 1997 (graphique 2). La bonne orientation de l'industrie est confirmée : quasiment nulles sur la fin de l'année dernière, les suppressions d'emplois s'y transforment en créations pour la première fois depuis trois ans (+7 700 emplois). Si l'intérim était ventilé par secteur utilisateur on noterait, en fait, une augmentation des effectifs dans l'industrie plus importante que cette quasi-stagnation.

Le fait nouveau, ce trimestre, est l'amélioration sensible enregistrée dans la construction. Au cours de l'année 1997, les effectifs salariés de ce secteur ont diminué au rythme de 5 000 suppressions par trimestre, soit -0,4%. Au premier trimestre 1998, il crée 1 200 emplois en raison de son regain d'activité, soit une hausse de 0,1%. Le rééquilibrage observé dans l'industrie et la construction pourrait s'expliquer par la consolidation d'emplois intérimaires. Selon cette hypothèse, après une année 1997 où le recours au travail temporaire a été privilégié, les employeurs s'orienteraient désormais davantage vers des em-

Graphique 2
Évolutions trimestrielles de l'emploi par grand secteur
(variations des effectifs CVS)



Sources : MES-DARES, INSEE, UNEDIC.

bauches directes en contrat à durée déterminée ou indéterminée.

Recul du chômage

Fin mars 1998, 2 989 800 demandeurs d'emploi sont inscrits à l'ANPE en catégorie 1. La baisse de 1,3 % observée au cours du premier trimestre de l'année conforte l'amélioration enregistrée au dernier trimestre de 1997 (-3,2 %). Après

avoir fortement diminué en décembre, le nombre de demandeurs d'emploi est resté stationnaire en janvier, puis a de nouveau reculé de façon significative en février et surtout en mars. En un an, cet indicateur a décliné de 3,2 %. Le taux de chômage au sens du BIT a lui aussi continué à baisser : de 12,5 % fin septembre 1997, il est passé à 12,2 % à la fin de l'année et à 12,0 % fin mars 1998.

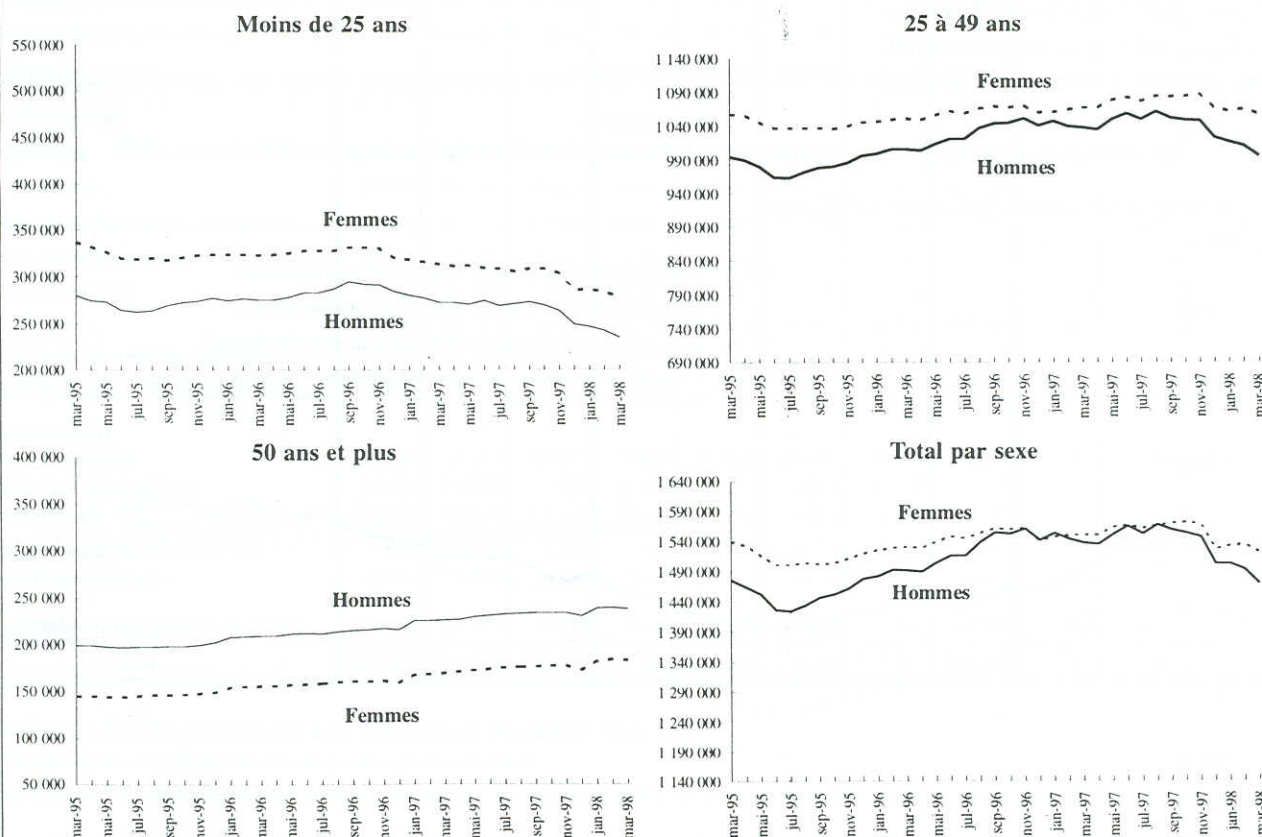
Toutefois, les demandeurs d'emploi sont toujours plus nombreux à exercer une activité occasionnelle ou réduite d'au moins 78 heures dans le mois. Ces demandeurs, classés en catégorie 6, atteignent en fin de premier trimestre un effectif de 480 000 (en données brutes), soit une progression de 32 % en un an. On compte, alors, à la même date 3 477 800 demandeurs des catégories 1 et 6 (en données CVS), soit

Tableau 2
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS, catégorie 1)

		mars 1997	mars 97/ déc. 96	juin 1997	juin 97/ mars 97	sept. 1997	sept. 97/ juin 97	déc. 1997	déc. 97/ sept. 97	mars 1998	mars 98/ déc. 97
Moins de 25 ans	H	272 500	-4,2	274 500	0,7	273 100	-0,5	248 900	-8,9	235 000	-5,6
	F	313 000	-2,2	309 200	-1,2	308 600	-0,2	285 600	-7,5	278 600	-2,5
	E	585 500	-3,1	583 700	-0,3	581 700	-0,3	534 500	-8,1	513 600	-3,9
25 à 49 ans	H	1 038 100	-0,3	1 058 900	2,0	1 051 900	-0,7	1 023 400	-2,7	996 000	-2,7
	F	1 067 900	0,7	1 082 900	1,4	1 084 000	0,1	1 066 700	-1,6	1 058 000	-0,8
	E	2 106 000	0,2	2 141 800	1,7	2 135 900	-0,3	2 090 100	-2,1	2 054 000	-1,7
50 ans et plus	H	226 200	4,8	231 400	2,3	233 800	1,0	230 100	-1,6	238 300	3,6
	F	169 800	6,2	174 000	2,5	176 500	1,4	173 100	-1,9	183 900	6,2
	E	396 000	5,4	405 400	2,4	410 300	1,2	403 200	-1,7	422 200	4,7
TOTAL	H	1 536 800	-0,3	1 564 800	1,8	1 558 800	-0,4	1 502 400	-3,6	1 469 300	-2,2
	F	1 550 700	0,7	1 566 100	1,0	1 569 100	0,2	1 525 400	-2,8	1 520 500	-0,3
	E	3 087 500	0,2	3 130 900	1,4	3 127 900	-0,1	3 027 800	-3,2	2 989 800	-1,3

Sources : ANPE, MES-DARES.

Graphique 3
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS, catégorie 1)



Sources : ANPE, MES-DARES.

un niveau seulement légèrement en retrait par rapport à celui de fin décembre 1997 (-0,8 %).

L'amélioration de la situation du marché du travail continue à bénéficier principalement aux jeunes chômeurs (tableau 2). Le trimestre écoulé leur est cependant un peu moins favorable que le précédent (-3,9 % contre -8,1 %). En revanche, la situation s'est à nouveau dégradée pour les demandeurs âgés d'au moins 50 ans, dont l'effectif augmente de 4,7 % en trois mois (graphique 3).

Après deux trimestres de baisse, les demandes enregistrées à l'ANPE au cours du premier trimestre 1998 sont en hausse de 3,7 % (graphique 4). La raison en est le fort afflux en février d'inscriptions consécutives à une fin de contrat à durée déterminée ou de mission d'intérim. En revanche, les inscriptions faisant suite à un licenciement économique continuent de baisser. Les sorties de l'ANPE restent, quant à elles, au même niveau que le trimestre précédent. Si les demandeurs qui ont repris un emploi et ceux radiés pour absence au contrôle sont plus

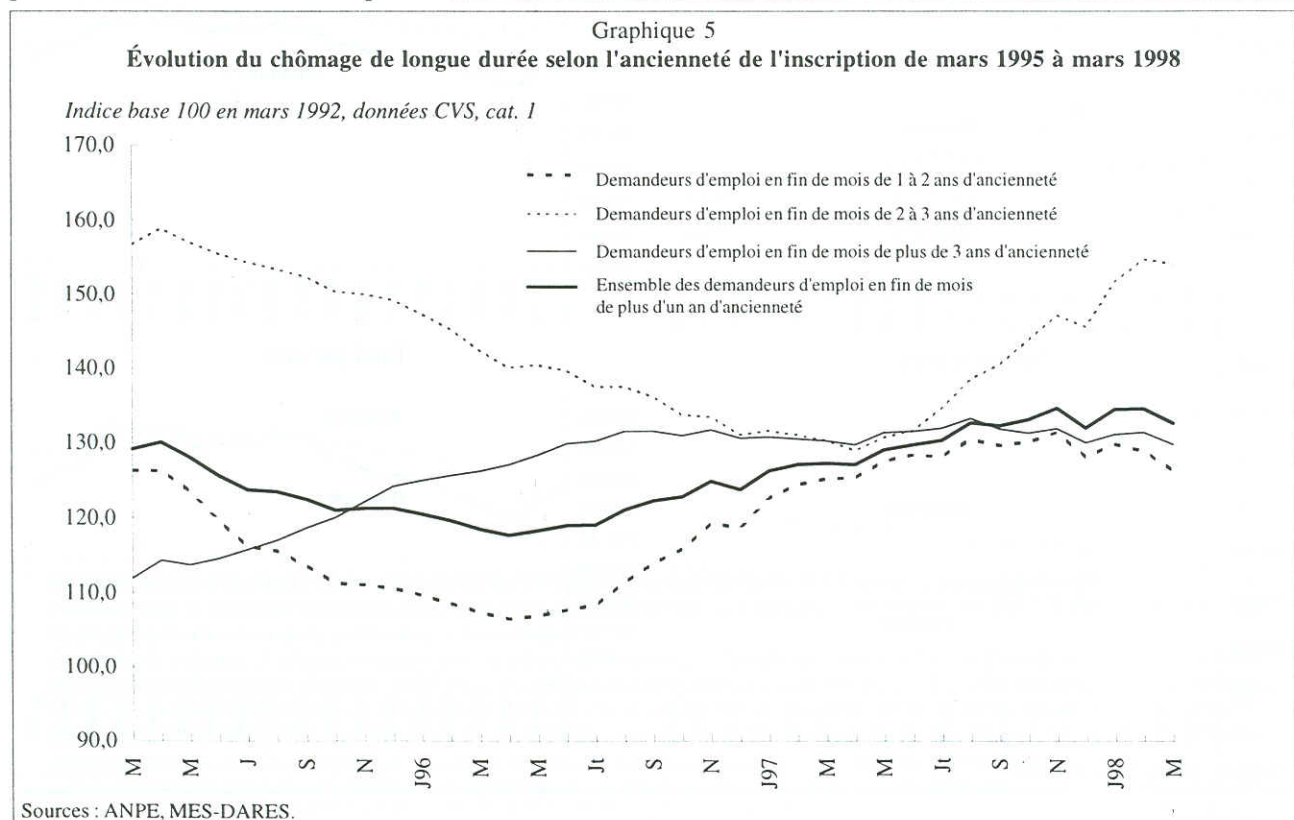
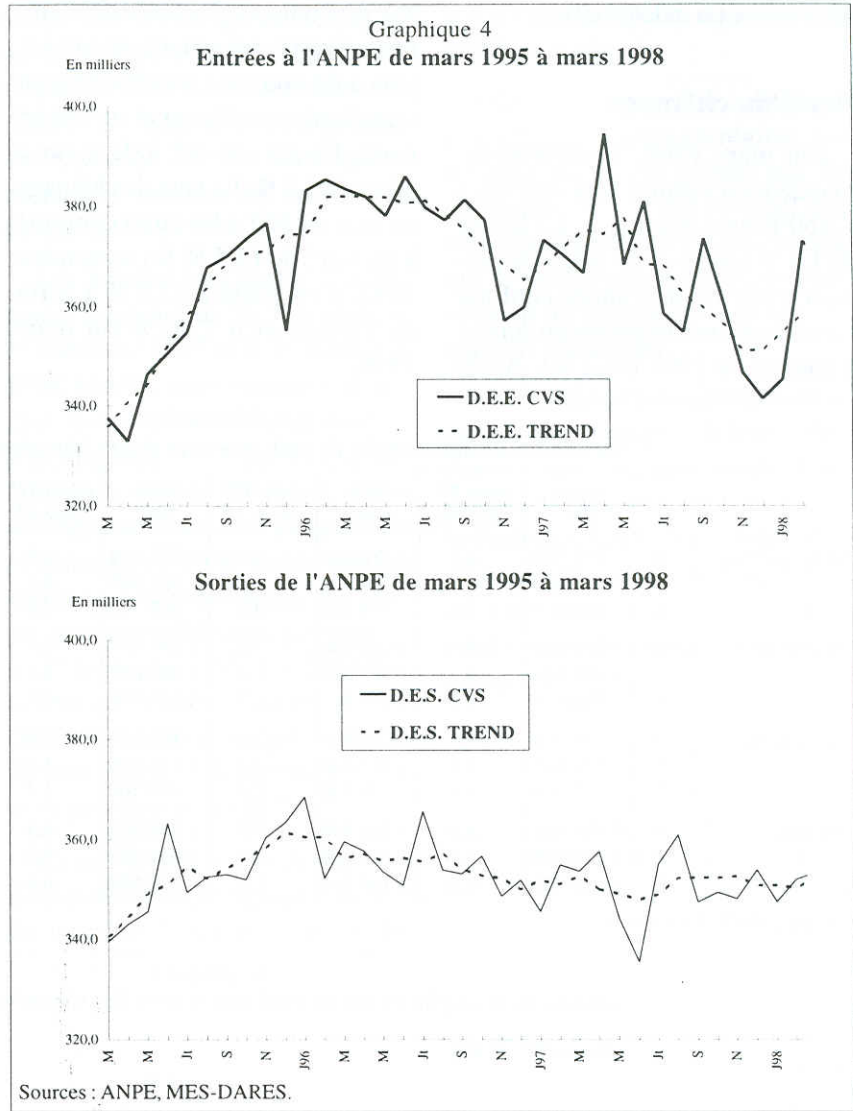


Tableau 3

Les entrées par trimestre dans les dispositifs de la politique de l'emploi entre 1996 et 1998

(Résultats provisoires : données arrêtées au 20 mai 1998)

France métropolitaine

Dispositif	ANNÉE 1996			ANNÉE 1997				ANNÉE 1998	ÉVOLUTION ANNUELLE (en %)			
	Trim.2 1996	Trim.3 1996	Trim.4 1996	Trim.1 1997	Trim.2 1997	Trim.3 1997	Trim.4 1997	Trim.1 1998	T2.97/ T2.96	T3.97/ T3.96	T4.97/ T4.96	T1.98/ T1.97
	Emploi aidé dans le secteur marchand	221 031	225 381	303 133	212 588	192 512	208 648	340 596	229 138	-12,9	-7,4	12,4
Abaissement des coûts salariaux	165 295	148 820	129 594	123 875	132 431	118 447	153 458	129 928	-19,9	-20,4	18,4	4,9
Abattements-temps partiel	49 056	45 701	64 876	56 642	52 394	47 435	68 823	52 802	6,8	3,8	6,1	-6,8
Exonérations pour l'embauche de salariés	18 968	16 887	19 798	19 490	21 701	22 442	23 727	24 167	14,4	32,9	19,8	24,0
C.I.E.	87 239	77 167	44 920	47 743	58 336	48 570	60 908	52 959	-33,1	-37,1	35,6	10,9
Aide au Premier Emploi des Jeunes	10 032	9 065	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Formation en alternance	38 863	62 009	157 422	75 609	43 609	74 489	172 256	84 094	12,2	20,1	9,4	11,2
Contrats d'apprentissage	12 130	36 663	105 499	39 886	12 174	43 422	111 797	40 382	0,4	18,4	6,0	1,2
Contrats de qualification	14 568	16 447	38 778	22 157	15 421	19 240	42 670	26 547	5,9	17,0	10,0	19,8
Contrats d'adaptation ou d'orientation	12 165	8 899	13 145	13 566	16 014	11 827	17 789	17 165	31,6	32,9	35,3	26,5
Aide à la création d'emplois et d'activités												
ACCRE (a)	9 986	8 250	10 278	6 700	9 686	8 857	8 841	9 126	-3,0	7,4	-14,0	36,2
Insertion par l'économique												
Entreprises d'Insertion	6 887	6 302	5 839	6 404	6 786	6 855	6 041	5 990	-1,5	8,8	3,5	-6,5
Associations Intermédiaires (b)	217 859	204 942	209 381	211 509	236 273	222 635	219 902	215 156	8,5	8,6	5,0	1,7
Emploi aidé dans le secteur non marchand	148 098	151 633	162 547	157 158	155 010	148 356	168 154	155 499	4,7	-2,2	3,4	-1,1
Contrats Emploi-Solidarité (n.conv.+ave.)	129 391	130 028	138 283	132 185	129 209	121 252	119 797	113 150	-0,1	-6,7	-13,4	-14,4
Contrats Emplois Consolidés (n.conv.+ave.)	18 707	20 279	21 256	21 704	22 593	23 524	23 350	22 964	20,8	16,0	9,9	5,8
Contrats Emploi Ville (n.conv.+ave.)	-	1 326	3 008	3 269	3 208	3 580	3 474	1 872	-	170,0	15,5	-42,7
Emplois Jeunes (embauches)	-	-	-	-	-	-	21 533	17 513	-	-	-	-
Actions d'insertion et de formation	109 814	64 180	147 145	94 015	102 956	60 399	145 612	98 534	-6,2	-5,9	-1,0	4,8
- auprès des adultes :	67 848	39 863	89 024	39 245	57 618	34 200	85 372	41 428	-15,1	-14,2	-4,1	5,6
Stages d'Ins.et de Formation à l'Emploi (c)	57 663	31 471	77 098	28 915	45 707	25 506	72 321	29 932	-20,7	-19,0	-6,2	3,5
Stages d'Accès à l'Entreprise (c)	8 673	7 304	9 245	8 848	9 970	7 766	10 287	10 188	15,0	6,3	11,3	15,1
Stages FNE-cadres (c)	1 512	1 088	2 681	1 482	1 941	928	2 764	1 308	28,4	-14,7	3,1	-11,7
- auprès des jeunes :	41 966	24 317	58 121	54 770	45 338	26 199	60 240	57 106	8,0	7,7	3,6	4,3
Actions de form.alternée fin. par l'État (d)	11 337	6 993	11 442	8 718	10 703	6 379	8 107	8 935	-5,6	-8,8	-29,1	2,5
Actions de form. alter. fin. par les Régions (d)	30 629	17 324	46 679	46 052	34 635	19 820	52 133	48 171	13,1	14,4	11,7	4,6
Accompagnement des restructurations	55 309	55 213	56 045	58 837	55 632	51 470	49 587	51 031	0,6	-6,8	-11,5	-13,3
Conventions de Conversion (e)	34 296	33 858	31 403	39 710	35 275	33 074	30 035	32 921	2,9	-2,3	-4,4	-17,1
Mesures du FNE (f)	11 258	10 945	13 335	6 142	10 604	9 413	8 734	4 977	-5,8	-14,0	-34,5	-19,0
Prétraites Allocations Spéciales FNE (e)	4 987	4 939	5 132	5 981	5 391	4 775	5 522	7 481	8,1	-3,3	7,6	25,1
Prétraites Progressives (e)	4 768	5 471	6 175	7 004	4 362	4 208	5 296	5 652	-8,5	-23,1	-14,2	-19,3
Alloc.de remplacement pour l'emploi (e)	9 630	15 572	9 723	9 198	6 274	12 821	7 060	10 761	-34,8	-17,7	-27,4	17,0
Total	543 882	511 979	678 593	531 796	512 384	481 694	711 009	544 963	-5,8	-5,9	4,8	2,5

N.B.: Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf :

(a) nb de bénéficiaires ; (b) nb de mises à disposition, non cumulable;

(c) entrées en stage ; (d) entrées en rémunération ou en protection sociale (hors AFR) ; (e) premiers paiements ; (f) bénéficiaires potentiels ou adhésions individuelles.

Sources : MES-DARES, CNASEA, ANPE, UNEDIC.

nombreux au premier trimestre de 1998 qu'au quatrième de 1997, les départs en stage sont devenus moins fréquents (-7 %).

Après avoir sensiblement diminué en décembre dernier, le chômage de longue durée augmente à nouveau un peu ce trimestre (+0,5 %). Cette évolution stationnaire résulte de mouvements contrastés (graphique 5). Tandis que la situation a évolué favorablement pour les demandeurs ayant entre un et deux ans d'ancienneté (-1,4 %), l'effectif des demandeurs ayant entre deux et trois ans d'ancienneté continue à grossir (+5,9 %) dans le prolongement du second semestre 1997.

Des dispositifs spécifiques d'emploi favorables aux jeunes

Globalement, les nouveaux bénéficiaires des dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi sont plus nombreux pour le deuxième trimes-

tre consécutif : + 2,5 % au premier trimestre 1998 après + 4,8 % au quatrième trimestre 1997 (tableau 3). Ceci tient aux aides accordées à l'emploi dans le secteur marchand (+ 7,8 %), mais également aux actions de formation (+ 4,8 %).

Les entrées en contrat d'alternance croissent de 11,2 % entre le 1^{er} trimestre 1997 et le 1^{er} trimestre 1998, bénéficiant notamment du regain des contrats d'adaptation et d'orientation (+ 31 %). Les signatures de contrats de qualification sont également en forte progression ce trimestre (+ 20 %) tandis que les contrats d'apprentissage ne progressent que faiblement par rapport au 1^{er} trimestre 1997 (+ 1,2 %). Par ailleurs, le volume des entrées en contrat initiative-emploi atteint 53 000, soit + 11 % par rapport aux trois premiers mois de 1997.

Le nombre de nouvelles actions d'insertion et de formation s'accroît de son côté, à la fois vis-à-vis des

publics jeunes mais aussi, ce qui est nouveau, vis-à-vis des adultes (SIFE et SAE).

Dans le secteur non marchand (- 1,1 %), la montée en régime des emplois-jeunes ne permet pas de compenser tout à fait le recul des contrats emploi-solidarité (- 14 %), qui se prolongent néanmoins plus souvent qu'auparavant en contrats emplois consolidés.

Enfin, liée à l'amélioration de la situation de l'emploi, la baisse des entrées dans les dispositifs d'accompagnement des restructurations se poursuit, même si les dispositifs de préretraite connaissent un regain du fait notamment de l'ARPE (Allocation de remplacement pour l'emploi).

*Geneviève CANCEILL,
Hubert DENIS DU PÉAGE,
Alice TANAY
(DARES).*

PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES sont éditées par le Ministère de l'emploi et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.22.60. Télécopie 01.44.38.24.43. Directeur de la publication : Claude Seibel.

Secrétariat de rédaction : Catherine Demaison et Evelyn Ferreira. Maquettistes : Daniel Lepasant et Guy Barbut. Conception graphique : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Impression : Ecoprint, Pontcarré et JCDM-BUDY, Paris. Reprographie : DARES. Abonnements : la documentation Française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES : 1 an (52 n°) : 665 F - Europe : 700 F - Autres pays : 715 F. Publicité : Ministère de l'emploi et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.